



Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2014

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2013

Ce document est disponible en format multiples sur demande
Ce document est disponible sur le site web du Conseil du trésor à l'adresse suivante: <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet: <http://publications.gc.ca>

Catalogue : BT31-2/1-2014F-PDF

ISSN : 1702-515X

(same acronym, meaning Numéro International Normalisé des publications en série)

BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par ministère, organisme et société d'État;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information au Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions, et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvées au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue d'exécuter ses programmes et d'offrir ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (A) est le premier des trois budgets supplémentaires des dépenses qui sont prévus pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

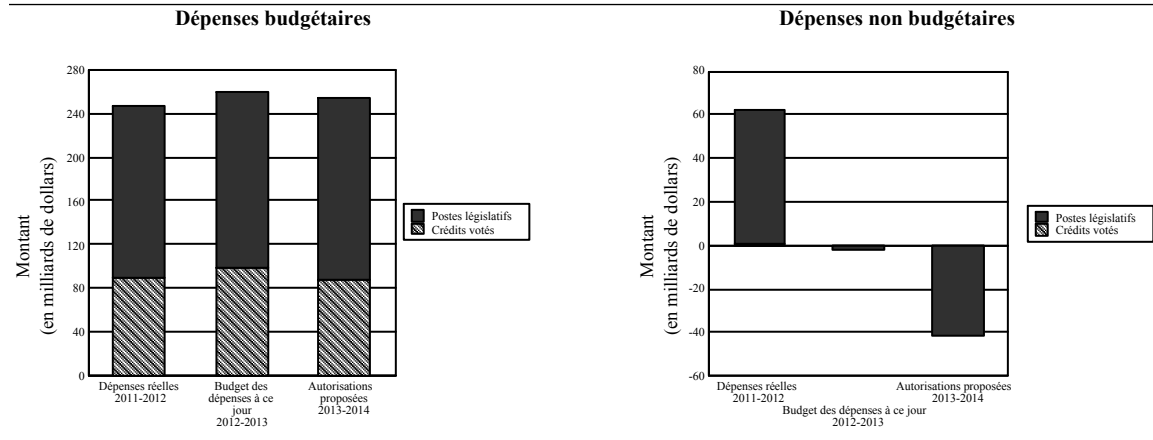
Budgets des dépenses à ce jour pour 2013-2014

Le Budget principal des dépenses 2013-2014, déposé le 25 février 2013, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 87,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 71,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 165,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 41,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 27 mars 2013 et a fourni des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2013. Le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi pour l'obtention du solde du financement inscrit au budget principal des dépenses en juin.

En raison du dépôt tardif du budget fédéral de 2013 qui a eu lieu le 21 mars 2013, il n'a pas été possible d'inclure la plupart des nouvelles mesures dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014. Les mesures annoncées dans le budget fédéral de 2013 sont indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Les prochains budgets supplémentaires des dépenses feront état d'autres dépenses annoncées dans le budget fédéral de 2013.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014 fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. On peut obtenir de l'information en ligne sur l'augmentation de 8,2 millions de dollars des dépenses budgétaires législatives prévues. Les dépenses non budgétaires (prêts, investissements et avances) présentées dans le budget supplémentaire des dépenses (A) demeurent inchangées.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



Budget des dépenses 2013-2014

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Dépenses budgétaires					
Crédits votés	89 717 871 422	98 650 444 891	87 058 771 051	1 103 446 635	88 162 217 686
Postes législatifs	158 125 684 342	160 375 782 935	165 476 286 408	8 153 662	165 484 440 070
Total des dépenses budgétaires	247 843 555 764	259 026 227 826	252 535 057 459	1 111 600 297	253 646 657 756
Dépenses non budgétaires					
Crédits votés	487 450 200	79 403 008	71 103 003	.....	71 103 003
Postes législatifs	61 600 473 581	(1 720 777 269)	(41 024 336 315)	.....	(41 024 336 315)
Total des dépenses non budgétaires	62 087 923 781	(1 641 374 261)	(40 953 233 312)	.....	(40 953 233 312)

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Modifications à la présentation du budget supplémentaire des dépenses

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du budget principal et des budgets supplémentaires des dépenses 2013-2014, afin d'accroître la quantité de renseignements présentés et de faciliter l'utilisation du document dans son ensemble.

Dans les documents publiés et les tableaux en ligne, les ministères et les organismes sont présentés par ordre alphabétique selon leur appellation légale, ce qui facilite leur localisation dans les versions papier ou électroniques du document. La présentation selon le portefeuille ou le ministère a été maintenue dans le cas des annexes proposées du projet de loi de crédits.

L'architecture d'alignement des programmes pour 2013-2014 a servi à produire les tableaux qui présentent l'information selon les résultats stratégiques et les programmes. Lorsqu'il y avait eu un changement dans l'architecture, les montants des exercices précédents n'ont pas été reclassés dans la nouvelle structure et ont été inscrits en tant que des « Fonds non affectés à l'architecture d'alignement des programmes 2013-2014 ».

Les budgets des dépenses sont préparés dans le but d'appuyer les projets de loi de crédits. D'autres modifications ont été apportées pour mettre en évidence les postes de l'annexe proposée du projet de loi de crédits :

- La présentation des dépenses au titre des autorisations législatives a été condensée. Les données détaillées relatives aux prévisions des postes législatifs figurent dans le tableau en ligne.
- Les montants indiqués sous la rubrique « Explication du besoin » sont désormais arrondis à l'unité. Cette section contient également de l'information sur les postes pour lesquels un montant d'un dollar a été inclus dans le projet de loi de crédits pour l'obtention de l'autorisation parlementaire.

Principaux postes

Cette section donne un aperçu des principaux postes votés inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses en vue d'obtenir l'approbation du Parlement.

Énergie atomique du Canada limitée – 260,3 millions de dollars

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement dans les laboratoires de Chalk River (Budget fédéral de 2013)

Ces fonds permettront à Énergie atomique du Canada limitée d'assumer les coûts liés au maintien de la production d'isotopes, à la fermeture de l'installation de production d'isotopes, et aux mises à niveau des infrastructures et des opérations afin de répondre aux priorités et de respecter les exigences réglementaires en matière de santé, de sécurité et d'environnement durant la restructuration des Laboratoires nucléaires. Ce financement servira également à payer les indemnités de départ volontaire en conformité aux efforts du gouvernement d'éliminer l'accumulation de ces prestations par les employés et les membres de la direction. Le montant de 260,3 millions de dollars représente les dépenses prévues selon la comptabilité de trésorerie pour 2013-2014.

Sécurité publique et Protection civile – 230,0 millions de dollars

Augmentation du financement du programme de contribution Accords d'aide financière en cas de catastrophe

Dans l'éventualité d'une catastrophe naturelle de grande envergure, le gouvernement du Canada fournit une aide financière aux gouvernements provinciaux et territoriaux par l'entremise des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC). Quand les coûts d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophes excèdent ce que les provinces et les territoires peuvent raisonnablement acquitter, les AAFCC offrent au gouvernement du Canada un moyen juste et équitable d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux. Les demandes de partage des coûts aux termes des AAFCC sont traitées après que la province ou le territoire touché a communiqué les documents requis pour justifier les dépenses.

Agriculture et Agroalimentaire – 207,0 millions de dollars

Fonds pour les programmes d'initiatives stratégiques à coûts partagés, dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, dans les domaines de l'innovation, de la compétitivité et du développement des marchés ainsi que de l'adaptabilité et de la capacité du secteur

Ces fonds seront utilisés pour appuyer les programmes à frais partagés qui sont exécutés par des partenaires provinciaux et territoriaux. Les programmes portent sur l'innovation, le développement des marchés et la capacité de l'industrie. Ils visent à accroître la compétitivité et la capacité de réaction du secteur agricole. Les négociations entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour mettre au point les derniers détails des programmes à frais partagés se sont conclues en 2012.

Affaires indiennes et du Nord canadien – 167,0 millions de dollars

Fonds pour le règlement des revendications particulières

Le règlement des revendications particulières a pour but de réparer les injustices historiques qui découlent du non-respect présumé d'obligations imparties par la loi (un traité, par exemple) ou de la mauvaise administration présumée des terres ou d'autres biens en vertu de la *Loi sur les Indiens*. Ces fonds faciliteront le règlement des revendications prévu au cours de l'exercice visé.

VIA Rail Canada Inc. – 99,0 millions de dollars

Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pension

Ce financement permettra à VIA Rail Canada Inc. de verser des cotisations de retraite afin de régler le problème de solvabilité de ses régimes de retraite.

Agriculture et Agroalimentaire – 46,8 millions de dollars**Fonds à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre de Cultivons l'avenir 2**

Ces fonds seront utilisés pour apporter une aide financière aux agriculteurs en cas de volatilité des marchés ou de catastrophe agricole. Le programme de gestion des risques de l'entreprise comprend cinq volets visant à protéger les agriculteurs contre une baisse de revenu attribuable au jeu des forces du marché ou à des catastrophes naturelles, ainsi qu'à aider les entreprises à se redresser après des événements de ce genre. Les cinq volets sont les suivants : Agriinvestissement, Agristabilité, Agriprotection, Agrirelance et Agririsque.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	Numéro de crédit et description	Montant (dollars)	Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations proposées à ce jour
Énergie atomique du Canada limitée	Crédit 15a – Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	260 300 000	71,8
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5a – Subventions et contributions	230 000 000	43,3
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 10a – Subventions et contributions	220 430 000	49,3
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10a – Subventions et contributions	166 989 310	2,6
VIA Rail Canada Inc.	Crédit 60a – Paiements à VIA Rail Canada Inc.	99 000 000	34,5
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	44 621 124	7,0
Industrie	Crédit 10a – Subventions et contributions	28 664 000	4,4
Commission canadienne des grains	Crédit 30a – Dépenses du Programme	12 273 425	36,3
Ressources naturelles	Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement	12 000 000	1,5
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20a – Subventions	11 226 816	1,2

Nouveaux crédits et autorisations législatives inscrits dans le présent budget supplémentaire des dépenses**Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses**

Santé – En vertu du décret C.P. 2013-0340, les pouvoirs et les fonctions du Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses sont transférées à Santé et ce en vertu de l'article 298 de la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, chapitre 31 des Lois du Canada (2012), et le 1^{er} avril 2013 est fixé comme date d'entrée en vigueur de la section 13, à l'exception de l'article 285, de la partie 4 de cette loi.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2013-2014, ainsi que les nouvelles autorisations des dépenses qui sont inscrites pour la première fois.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

Il n'y a aucun nouveau crédit demandé.

Le libellé (souligné) du crédit suivant a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses :

Santé – Ministère

Crédit 10a – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Il n'y a aucune nouvelle autorisation législative inscrite.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 135 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2013-2014. De ces organisations, 16 ont inscrit des besoins additionnels au présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Budgétaire					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	515 006 000	576 397 810	598 286 200	.....	598 286 200
Administration du pipe-line du Nord	2 107 613	3 225 320	3 123 930	.....	3 123 930
Affaires étrangères et Commerce international	2 482 465 566	2 637 360 384	2 311 648 594	.....	2 311 648 594
Affaires indiennes et du Nord canadien	7 880 883 137	8 385 548 115	7 904 970 562	165 789 310	8 070 759 872
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	3 463 838	9 367 966	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement économique du Nord	48 599 691	54 135 363	51 791 133	.....	51 791 133
Agence canadienne de développement international	3 927 263 547	3 631 036 803	3 159 329 240	.....	3 159 329 240
Agence canadienne d'évaluation environnementale	29 558 489	29 642 248	31 006 012	.....	31 006 012
Agence canadienne d'inspection des aliments	737 696 357	728 297 262	687 885 404	.....	687 885 404
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	305 920 895	308 906 006	254 931 372	.....	254 931 372
Agence de la santé publique du Canada	636 499 537	617 966 996	579 236 460	.....	579 236 460
Agence de promotion économique du Canada atlantique	330 453 781	323 175 897	299 971 071	.....	299 971 071
Agence des services frontaliers du Canada	1 835 296 950	2 037 698 000	1 680 153 024	.....	1 680 153 024
Agence du revenu du Canada	4 351 291 626	4 626 608 000	4 276 823 253	.....	4 276 823 253
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	230 459 808	261 156 578	222 812 766	.....	222 812 766
Agence Parcs Canada	678 011 905	749 129 989	597 035 269	.....	597 035 269
Agence spatiale canadienne	409 135 515	363 375 248	488 680 928	.....	488 680 928

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2013-2014				
	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Agriculture et Agroalimentaire	2 557 654 625	2 788 176 187	2 191 575 219	270 252 267	2 461 827 486
Anciens Combattants	3 497 087 250	3 631 616 154	3 637 899 334	.....	3 637 899 334
Bibliothèque du Parlement	41 307 604	44 466 056	42 949 558	.....	42 949 558
Bibliothèque et Archives du Canada	112 021 363	118 368 443	98 346 695	.....	98 346 695
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	31 793 781	30 053 968	29 568 209	.....	29 568 209
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	29 434 826	29 755 112	29 617 167	.....	29 617 167
Bureau de l'enquêteur correctionnel	4 936 667	4 654 003	4 676 785	.....	4 676 785
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 540 110 273	5 309 080 822	3 924 705 788	.....	3 924 705 788
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	1 942 428	2 394 596	2 112 886	.....	2 112 886
Bureau du directeur des poursuites pénales	156 443 650	175 056 637	162 429 112	.....	162 429 112
Bureau du surintendant des institutions financières	(12 604 812)	909 369	909 369	.....	909 369
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5 290 324	4 984 002	4 971 152	.....	4 971 152
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	59 228 080	54 043 613	51 402 907	.....	51 402 907
Centre de la sécurité des télécommunications	251 856 580	415 648 977	422 207 847	.....	422 207 847
Centre de recherches pour le développement international	237 907 649	241 646 094	225 390 066	.....	225 390 066
Chambre des communes	427 234 906	463 022 489	428 770 693	.....	428 770 693
Citoyenneté et Immigration	1 583 490 747	1 564 139 949	1 655 418 818	.....	1 655 418 818
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	2 833 554	2 677 704	2 766 304	.....	2 766 304
Comité des griefs des Forces canadiennes	6 397 011	6 672 105	6 695 009	.....	6 695 009
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 691 892	1 645 676	934 412	710 001	1 644 413
Commissaire à la magistrature fédérale	471 183 153	485 478 149	497 675 214	.....	497 675 214

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 665 863	5 656 072	5 674 899	.....	5 674 899
Commissariat au lobbying	4 861 590	4 628 368	4 423 541	.....	4 423 541
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 637 861	7 132 288	7 035 401	.....	7 035 401
Commissariat aux langues officielles	22 355 036	20 611 145	23 871 668	.....	23 871 668
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	38 790 696	36 313 667	43 629 683	.....	43 629 683
Commission canadienne de sûreté nucléaire	136 069 164	132 760 244	132 901 485	.....	132 901 485
Commission canadienne des affaires polaires	1 263 210	1 301 212	2 576 669	.....	2 576 669
Commission canadienne des droits de la personne	24 262 323	23 086 498	22 461 289	.....	22 461 289
Commission canadienne des grains	34 820 012	32 248 237	22 167 708	15 225 944	37 393 652
Commission canadienne du lait	4 479 524	3 935 119	3 985 810	.....	3 985 810
Commission canadienne du tourisme	82 033 975	72 032 802	57 832 802	.....	57 832 802
Commission de la capitale nationale	107 486 096	125 555 836	116 457 834	.....	116 457 834
Commission de la fonction publique	105 605 883	93 550 868	89 949 594	.....	89 949 594
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	140 808 624	145 279 223	122 919 932	.....	122 919 932
Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	19 245 153	7 704 000	9 686 945	.....	9 686 945
Commission des champs de bataille nationaux	9 804 355	9 244 466	8 588 323	.....	8 588 323
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	7 880 902	8 041 947	5 425 682	.....	5 425 682
Commission des relations de travail dans la fonction publique	13 446 701	13 732 067	13 774 423	.....	13 774 423
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 922 920	8 588 946	5 615 071	.....	5 615 071

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2013-2014				
	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Commission du droit d'auteur	2 541 273	3 118 008	3 127 995	.....	3 127 995
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 051 096	6 675 802	6 741 805	.....	6 741 805
Commission nationale des libérations conditionnelles	52 188 432	51 391 414	48 679 516	.....	48 679 516
Conseil canadien des normes	8 059 060	9 729 000	9 729 000	.....	9 729 000
Conseil canadien des relations industrielles	13 698 924	12 993 896	13 553 965	.....	13 553 965
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	4 530 969	4 542 751	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	15 682 950	13 981 595	11 206 858	.....	11 206 858
Conseil de recherches en sciences humaines	697 853 661	696 491 418	682 749 959	3 317 770	686 067 729
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 085 737 592	1 073 777 500	1 045 058 973	4 562 184	1 049 621 157
Conseil des Arts du Canada	181 417 816	181 367 817	180 260 816	.....	180 260 816
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	11 754 375	11 832 395	10 944 073	.....	10 944 073
Conseil national de recherches du Canada	698 503 582	852 290 714	820 009 430	.....	820 009 430
Conseil privé	155 429 813	132 867 054	123 409 904	.....	123 409 904
Conseiller sénatorial en éthique	799 442	807 297	788 294	.....	788 294
Corporation commerciale canadienne	15 481 540	15 481 540	15 481 540	.....	15 481 540
Cour suprême du Canada	31 455 188	29 816 858	30 656 211	.....	30 656 211
Défense nationale	20 218 757 861	20 678 142 610	17 985 310 381	.....	17 985 310 381
Directeur général des élections	349 351 995	136 222 633	115 854 117	.....	115 854 117
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	195 283 481	194 410 117	178 700 849	.....	178 700 849
École de la fonction publique du Canada	125 940 826	101 095 613	98 464 321	.....	98 464 321
Énergie atomique du Canada limitée	719 031 083	619 860 095	211 062 637	260 300 000	471 362 637
Environnement	1 008 476 256	1 040 947 947	959 359 318	.....	959 359 318
Finances	84 141 930 000	85 112 119 494	87 611 841 751	.....	87 611 841 751

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Gendarmerie royale du Canada	2 974 575 811	2 816 555 966	2 758 076 493	(710 000)	2 757 366 493
Gouverneur général	21 727 391	19 783 369	20 047 931	.....	20 047 931
Greffé du Tribunal de la concurrence	1 588 696	2 326 003	2 331 323	.....	2 331 323
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 686 603	1 834 080	1 834 375	.....	1 834 375
Greffé du Tribunal des revendications particulières	2 434 276	2 847 056	1 005 559	1 200 001	2 205 560
Industrie	1 446 710 180	1 472 874 647	1 160 225 456	29 114 002	1 189 339 458
Institut de la statistique des Premières nations	3 957 000	5 000 000	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	1 009 091 392	1 003 614 375	967 653 157	11 226 816	978 879 973
Justice	745 007 765	718 021 067	657 476 767	.....	657 476 767
La Société des ponts fédéraux Limitée	13 994 307	26 224 693	13 000 000	.....	13 000 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	97 329 991	182 933 000	203 590 000	.....	203 590 000
Marine Atlantique S.C.C.	183 290 595	185 376 000	154 430 000	.....	154 430 000
Musée canadien de la nature	28 591 766	33 134 904	25 834 904	.....	25 834 904
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	13 824 600	9 950 000	18 450 000	.....	18 450 000
Musée canadien des civilisations	65 198 130	63 360 382	57 418 730	.....	57 418 730
Musée canadien des droits de la personne	21 798 633	56 700 000	31 700 000	.....	31 700 000
Musée des beaux-arts du Canada	49 586 146	48 206 120	43 426 120	.....	43 426 120
Musée national des sciences et de la technologie	30 304 286	28 946 341	26 491 340	.....	26 491 340
Office des transports du Canada	29 307 687	27 279 376	27 660 522	.....	27 660 522
Office national de l'énergie	64 375 613	64 977 944	62 436 291	.....	62 436 291
Office national du film	66 852 578	66 782 204	62 890 037	.....	62 890 037
Patrimoine canadien	1 308 491 904	1 251 498 074	1 317 225 666	500 000	1 317 725 666
Pêches et Océans	1 880 882 767	1 754 140 168	1 668 889 385	.....	1 668 889 385
PPP Canada Inc.	287 700 000	287 700 000	265 200 000	.....	265 200 000
Ressources humaines et Développement des compétences	45 953 451 887	48 796 702 019	50 525 088 121	4 112 000	50 529 200 121

Budget des dépenses par organisation

	Budget des dépenses 2013-2014				
	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budgets des dépenses précédents à ce jour <i>(dollars)</i>	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ressources naturelles	3 352 172 605	2 489 414 620	2 767 014 238	12 000 001	2 779 014 239
Santé	3 786 299 686	3 656 003 745	3 295 940 285	5 000 001	3 300 940 286
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	135 080	1 067 672	.....	.....	.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 560 612	6 614 730	6 035 504	.....	6 035 504
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 504 508 177	6 639 949 859	5 662 899 768	.....	5 662 899 768
Sécurité publique et Protection civile	401 564 796	622 603 292	440 910 923	230 000 000	670 910 923
Sénat	89 979 680	92 215 846	92 517 029	.....	92 517 029
Service administratif des tribunaux judiciaires	73 222 412	67 857 794	68 490 773	.....	68 490 773
Service canadien du renseignement de sécurité	539 885 697	519 019 262	513 007 839	.....	513 007 839
Service correctionnel du Canada	2 666 854 106	3 026 031 206	2 597 613 691	.....	2 597 613 691
Services partagés Canada	622 344 223	1 519 453 733	1 398 106 056	.....	1 398 106 056
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 048 258 589	2 139 812 000	2 100 578 000	.....	2 100 578 000
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société d'expansion du Cap-Breton	77 191 000	60 667 000	51 763 000	.....	51 763 000
Société du Centre national des Arts	35 781 174	35 706 175	33 796 174	.....	33 796 174
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	30 373 000	25 173 000	24 472 000	.....	24 472 000
Société Radio-Canada	1 134 319 060	1 106 519 060	1 064 769 060	.....	1 064 769 060
Statistique Canada	744 111 844	454 681 353	400 620 413	.....	400 620 413
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	5 363 797	5 240 430	.....	.....	.....
Téléfilm Canada	105 667 144	105 667 144	99 622 354	.....	99 622 354
Transports	1 281 190 965	2 090 429 453	1 512 018 362	.....	1 512 018 362
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 793 508 544	2 749 594 215	2 617 975 950	.....	2 617 975 950
Tribunal canadien des droits de la personne	5 239 794	4 510 620	4 521 383	.....	4 521 383
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1 283 192	2 059 543	.....	.....	.....

Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2011-2012	Budget des dépenses à ce jour 2012-2013	Budget des dépenses 2013-2014		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Tribunal canadien du commerce extérieur	10 528 906	11 195 292	9 893 541	.....	9 893 541
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 856 205	1 661 777	1 419 871	.....	1 419 871
Tribunal de la dotation de la fonction publique	4 936 076	5 426 302	5 443 445	.....	5 443 445
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	12 746 298	11 501 429	11 556 729	.....	11 556 729
Vérificateur général	89 811 920	84 323 221	84 333 533	.....	84 333 533
VIA Rail Canada Inc.	493 795 244	475 651 000	187 783 000	99 000 000	286 783 000
Compte des opérations de l'assurance-emploi	19 677 343 025	19 618 314 602	19 956 684 127	.....	19 956 684 127
Total budgétaire	247 843 555 764	259 026 227 826	252 535 057 459	1 111 600 297	253 646 657 756
Non budgétaire					
Affaires étrangères et Commerce international	1 855 458	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien	49 165 062	78 603 000	70 303 000	.....	70 303 000
Agence canadienne de développement international	107 870 472	95 798 812	81 595 260	.....	81 595 260
Anciens Combattants	1 137	.....	.....	.....	.....
Citoyenneté et Immigration	2 722 769	1	.....	.....	.....
Commission canadienne du lait	4 246 778	.....	.....	.....	.....
Défense nationale	(6 970 502)	.....	.....	.....	.....
Finances	64 011 953 162	80 888 643	2	.....	2
Industrie	.....	800 000	800 000	.....	800 000
Ressources humaines et Développement des compétences	898 256 277	872 131 283	760 632 426	.....	760 632 426
Service correctionnel du Canada	313	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	(2 973 306 859)	(2 769 596 000)	(41 866 564 000)	.....	(41 866 564 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	(7 870 286)	.....	.....	.....	.....
Total non budgétaire	62 087 923 781	(1 641 374 261)	(40 953 233 312)	.....	(40 953 233 312)

Postes horizontaux

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'année financière en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux

Organisation	Montant
	<i>(dollars)</i>
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale	
<i>Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014 serviront à soutenir des campagnes publicitaires, intitulées « Meilleurs emplois (initiatives axées sur les compétences) », « Développement responsable des ressources », « Protéger la santé et assurer la sécurité des Canadiens », et « Histoire et patrimoine ».</i>	
Patrimoine canadien	500 000
Ressources humaines et Développement des compétences	2 500 000
Ressources naturelles	12 000 000
Santé	5 000 000
Total	20 000 000

Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche

Le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche, annoncé dans le budget fédéral de 2007, a pour but de créer un moyen plus efficace et efficient de déterminer les possibilités de recherche et de commercialisation dans les domaines où le Canada a ce qu'il faut pour être un chef de file mondial, et d'améliorer la façon dont le gouvernement appuie les centres d'excellence de calibre mondial. Le Programme permet de sélectionner des organisations au moyen d'un processus concurrentiel fondé sur la probabilité qu'ils commercialisent les technologies qu'ils mettent au point et qu'ils parviennent à la viabilité financière. Les fonds serviront à verser des paiements aux 21 bénéficiaires retenus dans le cadre de la quatrième ronde du concours, qui s'est achevée en novembre 2012. Le Programme, avec un budget annuel de 30 millions de dollars, est administré par le Secrétariat des Réseaux de centres d'excellence, qui se trouve au Centre de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.

Conseil de recherches en sciences humaines	3 317 770
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	4 708 000
Instituts de recherche en santé du Canada	11 081 000
Total	19 106 770

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2013-2014

Détails par organisation

Affaires indiennes et du Nord canadien	1
Agriculture et Agroalimentaire	3
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	5
Commission canadienne des grains	6
Conseil de recherches en sciences humaines	7
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	8
Énergie atomique du Canada limitée	9
Greffé du Tribunal des revendications particulières	10
Industrie	11
Instituts de recherche en santé du Canada	13
Patrimoine canadien	14
Ressources humaines et Développement des compétences	15
Ressources naturelles	16
Santé	18
Sécurité publique et Protection civile	19
VIA Rail Canada Inc.	20

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1	Dépenses de fonctionnement	1 415 528 466	(1 200 000)	.....	1 414 328 466
5	Dépenses en capital	13 682 615	.....	.....	13 682 615
10a	Subventions et contributions	6 316 598 423	.....	166 989 310	6 483 587 733
Total des crédits		7 745 809 504	(1 200 000)	166 989 310	7 911 598 814
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>159 161 058</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>159 161 058</i>
Total des dépenses budgétaires		7 904 970 562	(1 200 000)	166 989 310	8 070 759 872
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	39 903 000	.....	.....	39 903 000
L20	Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	30 400 000	.....	.....	30 400 000
Total des dépenses non budgétaires		70 303 000	.....	.....	70 303 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour le règlement des revendications particulières	Crédit 10a	166 989 310
--	------------	--------------------

Total des crédits à adopter		166 989 310
------------------------------------	--	--------------------

Transferts

Transferts à l'interne

Fonds pour le règlement et la mise en œuvre de l'Entente de règlement de la revendication 138 de la Convention sur l'inondation des terres du Manitoba	Crédit 10a
--	------------	-------

Transferts à d'autres organisations

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien au Greffe du Tribunal des revendications particulières pour soutenir la poursuite de ses activités	Crédit 1	(1 200 000)
---	----------	--------------------

Total des transferts		(1 200 000)
-----------------------------	--	--------------------

Total des dépenses budgétaires		165 789 310
---------------------------------------	--	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions aux Premières Nations pour le règlement de revendications particulières négocié par le Canada et/ou imposé par le Tribunal des revendications particulières	250 000 000	166 989 310	416 989 310
Subvention aux cinq Premières Nations signataires de la Convention sur l'inondation des terres du Nord du Manitoba – Entente de règlement de la revendication 138	. . . . .	2 000 000	2 000 000

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	594 969 595	.....	44 621 124	639 590 719
5 Dépenses en capital	27 872 294	.....	.....	27 872 294
10a Subventions et contributions	226 495 111	.....	220 430 000	446 925 111
Total des crédits	849 337 000	.....	265 051 124	1 114 388 124
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>1 342 238 219</i>	<i>.....</i>	<i>5 201 143</i>	<i>1 347 439 362</i>
Total des dépenses budgétaires	2 191 575 219	.....	270 252 267	2 461 827 486

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les programmes d'initiatives stratégiques à coûts partagés, dans le cadre de Cultivons l'avenir 2, dans les domaines de l'innovation, de la compétitivité et du développement des marchés ainsi que de l'adaptabilité et de la capacité du secteur	Crédit 1a	1 120 000
	Crédit 10a	205 880 000
Total		207 000 000
Fonds à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise dans le cadre de Cultivons l'avenir 2	Crédit 1a	43 501 124
	Crédit 10a	3 250 000
Total		46 751 124
Fonds pour les coûts de transition de la Commission canadienne du blé lorsqu'elle deviendra une organisation de commercialisation des céréales à participation facultative	Crédit 10a	11 300 000
Total des crédits à adopter		265 051 124
<i>Total des crédits législatifs</i>		<i>5 201 143</i>
Total des dépenses budgétaires		270 252 267

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Paiements de subventions pour le programme des coûts de transition de la Commission canadienne du blé	51 900 000	11 300 000	63 200 000
Paiements de subventions pour le programme des initiatives Agri-risques	100 000	100 000
Contributions			
Contributions pour les programmes des initiatives stratégiques à coûts partagés dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 pour l'innovation	100 179 252	100 179 252
Contributions pour les programmes des initiatives stratégiques à coûts partagés dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 pour la compétitivité et le développement des marchés	60 869 892	60 869 892
Contributions pour les programmes des initiatives stratégiques à coûts partagés dans le cadre de Cultivons l'avenir 2 pour l'adaptabilité et la capacité du secteur	44 830 856	44 830 856
Contributions pour le programme des initiatives Agri-risques	3 150 000	3 150 000

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
60a Dépenses du Programme	830 773	710 000	1	1 540 774
Total des crédits	830 773	710 000	1	1 540 774
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>103 639</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>103 639</i>
Total des dépenses budgétaires	934 412	710 000	1	1 644 413

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 60a	<u>1</u>
--	------------	----------

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert de la Gendarmerie royale du Canada au Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada pour les mesures transitoires afin de soutenir les opérations à la suite de la signature de nouvelles ententes sur les services de police	Crédit 60a	710 000
--	------------	----------------

Total des transferts		710 000
-----------------------------	--	----------------

Total des dépenses budgétaires		710 001
---------------------------------------	--	----------------

Commission canadienne des grains

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
30a Dépenses du Programme	21 582 235	.....	12 273 425	33 855 660
Total des crédits	21 582 235	.....	12 273 425	33 855 660
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>585 473</i>	<i>.....</i>	<i>2 952 519</i>	<i>3 537 992</i>
Total des dépenses budgétaires	22 167 708	.....	15 225 944	37 393 652

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les coûts de réaménagement des effectifs en raison des changements apportés à la <i>Loi sur les grains du Canada</i>	Crédit 30a 12 273 425
---	---------------------------------

Total des crédits à adopter	12 273 425
------------------------------------	-------------------

<i>Total des crédits législatifs</i>	<i>2 952 519</i>
--------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	15 225 944
---------------------------------------	-------------------

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
90 Dépenses de fonctionnement	22 122 214	.....	.....	22 122 214
95a Subventions	658 017 636	.....	3 317 770	661 335 406
Total des crédits	680 139 850	.....	3 317 770	683 457 620
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>2 610 109</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>2 610 109</i>
Total des dépenses budgétaires	682 749 959	.....	3 317 770	686 067 729

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 95a	3 317 770
---	------------	------------------

Total des crédits à adopter	3 317 770
------------------------------------	------------------

Total des dépenses budgétaires	3 317 770
---------------------------------------	------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 317 770	3 317 770

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
75	Dépenses de fonctionnement	42 069 645	.....	42 069 645
80a	Subventions	997 868 740	(145 816) 4 708 000	1 002 430 924
Total des crédits		1 039 938 385	(145 816) 4 708 000	1 044 500 569
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>5 120 588</i>	<i>.....</i>	<i>5 120 588</i>
Total des dépenses budgétaires		1 045 058 973	(145 816) 4 708 000	1 049 621 157

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>)	Crédit 80a	4 708 000
---	------------	------------------

Total des crédits à adopter

4 708 000

Transferts

Transferts à d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation	Crédit 80a	(145 816)
---	------------	------------------

Total des transferts

(145 816)

Total des dépenses budgétaires

4 562 184

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	4 708 000	4 708 000

Énergie atomique du Canada limitée

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
15a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	102 143 000	.....	260 300 000	362 443 000
Total des crédits	102 143 000	.....	260 300 000	362 443 000
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>108 919 637</i>	.....	.....	<i>108 919 637</i>
Total des dépenses budgétaires	211 062 637	.....	260 300 000	471 362 637

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour répondre aux besoins de fonctionnement dans les laboratoires de Chalk River (<i>Budget fédéral de 2013</i>)	Crédit 15a	260 300 000
Total des crédits à adopter		260 300 000
Total des dépenses budgétaires		260 300 000

Greffé du Tribunal des revendications particulières

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
35a	Dépenses du Programme	1 004 735	1 200 000	1	2 204 736
Total des crédits		1 004 735	1 200 000	1	2 204 736
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>824</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>824</i>
Total des dépenses budgétaires		1 005 559	1 200 000	1	2 205 560

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 35a	<u>1</u>
--	------------	----------

Total des crédits à adopter		1
------------------------------------	--	----------

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien au Greffé du Tribunal des revendications particulières pour soutenir la poursuite de ses activités	Crédit 35a	1 200 000
---	------------	------------------

Total des transferts		1 200 000
-----------------------------	--	------------------

Total des dépenses budgétaires		1 200 001
---------------------------------------	--	------------------

Industrie

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
<i>(dollars)</i>					
Dépenses budgétaires					
Crédits					
1a	Dépenses de fonctionnement	306 711 937	(2 659 000)	1	304 052 938
5a	Dépenses en capital	16 293 797	3 109 000	1	19 402 798
10a	Subventions et contributions	622 427 084	(450 000)	29 114 000	651 091 084
Total des crédits		945 432 818	.....	29 114 002	974 546 820
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>214 792 638</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>214 792 638</i>
Total des dépenses budgétaires		1 160 225 456	.....	29 114 002	1 189 339 458
Dépenses non budgétaires					
Crédits					
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires		800 000	.....	.....	800 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour soutenir les investissements stratégiques dans l'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique aérospatiale et la défense	Crédit 10a	22 114 000
--	------------	-------------------

Fonds pour Mitacs Inc. afin de soutenir la prestation de stages en recherche et développement industriels	Crédit 10a	7 000 000
---	------------	------------------

Fonds pour autoriser les virements entre crédits	Crédit 1a	1
--	-----------	---

	Crédit 5a	1
--	-----------	---

Total		2
-------	--	----------

Total des crédits à adopter		29 114 002
------------------------------------	--	-------------------

Transferts

Transferts à l'interne

Pour appuyer les besoins de modernisation du milieu de travail en vertu de la	Crédit 1a	(3 109 000)
---	-----------	-------------

Stratégie nationale de gestion des locaux	Crédit 5a	3 109 000
---	-----------	-----------

Total	
-------	--	--------------

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Transferts***Transferts à l'interne*

Pour soutenir les exigences administratives liées au programme Partenariat technologique Canada	Crédit 1a	450 000
	Crédit 10a	(450 000)
Total		.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		29 114 002

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Contributions			
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	218 491 430	18 614 000	237 105 430
Contribution à Mitacs Inc.	.....	7 000 000	7 000 000
Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	5 000 000	3 500 000	8 500 000

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
15 Dépenses de fonctionnement	46 367 765	.....	.....	46 367 765
20a Subventions	915 350 465	145 816	11 081 000	926 577 281
Total des crédits	961 718 230	145 816	11 081 000	972 945 046
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>5 934 927</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>5 934 927</i>
Total des dépenses budgétaires	967 653 157	145 816	11 081 000	978 879 973

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (*poste horizontal*)

Crédit 20a **11 081 000**

Total des crédits à adopter

11 081 000

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation

Crédit 20a **145 816**

Total des transferts

145 816

Total des dépenses budgétaires

11 226 816

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
		<i>(dollars)</i>	
Subventions			
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	11 081 000	11 081 000
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	145 816	145 816

Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	162 928 160	.....	500 000	163 428 160
5 Subventions et contributions	1 131 552 460	.....	.....	1 131 552 460
Total des crédits	1 294 480 620	.....	500 000	1 294 980 620
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>22 745 046</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>22 745 046</i>
Total des dépenses budgétaires	1 317 225 666	.....	500 000	1 317 725 666

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)	Crédit 1a	500 000
Total des crédits à adopter		500 000
Total des dépenses budgétaires		500 000

Ressources humaines et Développement des compétences

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	626 536 688	2 500 000	629 036 688
5a	Subventions et contributions	1 761 893 292	1 612 000	1 763 505 292
Total des crédits		2 388 429 980	4 112 000	2 392 541 980
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>48 136 658 141</i>	<i>.....</i>	<i>48 136 658 141</i>
Total des dépenses budgétaires		50 525 088 121	4 112 000	50 529 200 121
Dépenses non budgétaires				
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>760 632 426</i>	<i>.....</i>	<i>760 632 426</i>
Total des dépenses non budgétaires		760 632 426	.....	760 632 426

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)	Crédit 1a	2 500 000
Fonds pour appuyer les subventions destinées à des projets de rénovation, de construction ou de réaménagement d'installations situées au Canada lesquels permettent aux organisations d'offrir de meilleurs services aux personnes handicapées, par l'entremise du Fonds pour l'accessibilité	Crédit 5a	1 612 000
Total des crédits à adopter		4 112 000
Total des dépenses budgétaires		4 112 000

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	1 612 000	1 612 000

Ressources naturelles

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a	Dépenses de fonctionnement	787 602 384	..... 12 000 000	799 602 384
5	Dépenses en capital	25 535 435	.....	25 535 435
10a	Subventions et contributions	638 924 120	..... 1	638 924 121
Total des crédits		1 452 061 939	..... 12 000 001	1 464 061 940
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>1 314 952 299</i>	<i>.....</i>	<i>1 314 952 299</i>
Total des dépenses budgétaires		2 767 014 238	..... 12 000 001	2 779 014 239

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)	Crédit 1a	12 000 000
Fonds pour autoriser l'inscription et l'ajustement des subventions	Crédit 10a	1
Total des crédits à adopter		12 000 001
Transferts		
<i>Transferts à l'interne</i>		
Réaffectation des ressources pour contributions aux subventions (1 550 000 \$) pour appuyer le Programme de protection de la valeur des biens immobiliers et le Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales, associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope	Crédit 10a	.....
Total des transferts		.....
Total des dépenses budgétaires		12 000 001

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i>	Budgets des dépenses révisés
Subventions			
Subventions à l'appui du Programme de protection d'évaluation des propriétés et du Programme de protection contre la perte de revenus découlant de taxes municipales associés à l'élimination des déchets de faible radioactivité dans la région de Port Hope	750 000	1 550 000	2 300 000

Santé**Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		<i>(dollars)</i>		
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1a Dépenses de fonctionnement	1 719 800 119	.....	5 000 000	1 724 800 119
5 Dépenses en capital	28 640 700	.....	.....	28 640 700
10a Subventions et contributions	1 420 761 830	.....	1	1 420 761 831
Total des crédits	3 169 202 649	.....	5 000 001	3 174 202 650
<i>Total des postes législatifs</i>	<i>126 737 636</i>	<i>.....</i>	<i>.....</i>	<i>126 737 636</i>
Total des dépenses budgétaires	3 295 940 285	.....	5 000 001	3 300 940 286

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>)	Crédit 1a	5 000 000
Fonds pour autoriser l'inclusion et l'ajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 10a	1
Total des crédits à adopter		5 000 001
Total des dépenses budgétaires		5 000 001

Sécurité publique et Protection civile

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
1	Dépenses de fonctionnement	124 342 301	.....	124 342 301
5a	Subventions et contributions	300 628 590	..... 230 000 000	530 628 590
Total des crédits		424 970 891	..... 230 000 000	654 970 891
<i>Total des postes législatifs</i>		<i>15 940 032</i>	<i>.....</i>	<i>15 940 032</i>
Total des dépenses budgétaires		440 910 923	..... 230 000 000	670 910 923

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Augmentation du financement pour le programme de contribution lié aux Accords d'aide financière en cas de catastrophe	Crédit 5a	230 000 000
---	-----------	--------------------

Total des crédits à adopter	230 000 000
------------------------------------	--------------------

Total des dépenses budgétaires	230 000 000
---------------------------------------	--------------------

Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Budgets des dépenses révisés
<i>(dollars)</i>			
Contributions			
Contributions versées aux provinces à titre d'aide financière en cas de catastrophes naturelles	100 000 000	230 000 000	330 000 000

VIA Rail Canada Inc.

Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
<i>(dollars)</i>				
Dépenses budgétaires				
Crédits				
60a Paiements à VIA Rail Canada Inc.	187 783 000	.....	99 000 000	286 783 000
Total des dépenses budgétaires	187 783 000	.....	99 000 000	286 783 000

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

Fonds pour les besoins supplémentaires en matière de pensions	Crédit 60a	99 000 000
Total des crédits à adopter		99 000 000
Total des dépenses budgétaires		99 000 000

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits
 (pour l'année financière se terminant le 31 mars 2014)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN MINISTÈRE		
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		166 989 310
	GREFFE DU TRIBUNAL DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES		
35a	Greffe du Tribunal des revendications particulières – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, de l'administration du Programme Agri-stabilité et de la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	44 621 124	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	220 430 000	
			265 051 124
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
30a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme		12 273 425

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes perçues au cours d’un exercice à la compensation de ses dépenses relatives à la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d’un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses	1	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	29 114 000	
			29 114 002
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
80a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses		4 708 000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses		3 317 770

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
1a	<p style="text-align: center;">PATRIMOINE CANADIEN MINISTÈRE</p> <p>Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</p>		500 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES MINISTÈRE</p>		
1a	<p>Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a) autorisation d’effectuer des dépenses remboursables au titre du Régime de pensions du Canada, du Compte des opérations de l’assurance-emploi et du Compte à fins déterminées pour l’administration des bourses d’excellence du millénaire;</i></p> <p><i>b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le pouvoir de dépenser, afin de compenser les dépenses connexes engagées au cours de l’exercice, les recettes reçues au cours de l’exercice qui proviennent :</i></p> <p><i>(i) des services du Secteur des programmes d’accès public,</i></p> <p><i>(ii) des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail,</i></p> <p><i>(iii) des services offerts au nom d’autres ministères du gouvernement fédéral et/ou d’établissements publics du gouvernement fédéral,</i></p> <p><i>(iv) du montant facturé à n’importe quelle société d’État en vertu de l’alinéa 14b) de la Loi sur l’indemnisation des agents de l’État en relation aux coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d’État,</i></p> <p><i>(v) de la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la Loi sur l’indemnisation des agents de l’État;</i></p> <p><i>c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</i></p>	2 500 000	
5a	<p>Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions</p>	1 612 000	
			4 112 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES MINISTÈRE		
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers; de la délivrance de permis, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i> ; de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère; et pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	12 000 000	
10a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1	12 000 001
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		260 300 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice par la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien interne à d'autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	5 000 000	
10a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires ou encore de produits ou de services	1	5 000 001
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de		11 081 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE MINISTÈRE		
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		230 000 000
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
60a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses		1

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
60a	<p style="text-align: center;">TRANSPORTS VIA RAIL CANADA INC.</p> Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada, conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		<p style="text-align: right;">99 000 000</p> <hr/> <p style="text-align: right;">1 103 446 635</p>